

BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>



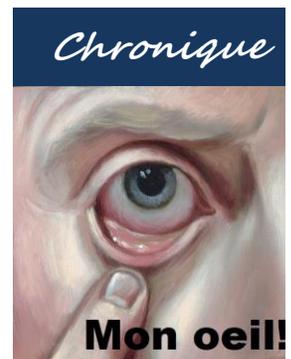
Édition du 7 février 2016

Abonnez-vous : [cliquez ici!](#) (C'est gratuit!)

LE CÔTÉ OBSCUR DE LA FORCE

Jeudi 4 février, de 7h à 14h. Quelques centaines de dirigeant.e.s d'établissements publics et d'entreprises privées en santé étaient réunis à l'auditorium de la Banque Nationale des HÉC, pour discuter des conditions de succès des collaborations public et privé en santé.

Un colloque organisé par le Conseil des entreprises privées en santé et en mieux-être ([CEPSUM](#)), la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), Pôle Santé HÉC Montréal et LE POINT EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX.



D'entrée de jeu, Mme Françoise Bertrand, de la FCCQ, s'est dite très heureuse de l'événement, et a salué M. Luc Lepage, président du comité Santé de la FCCQ, ex-travailleur du secteur public, dont les connaissances à ce niveau ont permis de bien comprendre les enjeux qui concernent le secteur privé. Elle a expliqué que pour la Fédé, ce qui détermine un service public, ce n'est pas qui le dispense, mais qui le paie! Et l'étude réalisée allait bien démontrer comment le privé peut jouer un rôle à ce niveau. Pour elle, ce colloque n'était que le début d'une collaboration fructueuse, « qui ouvre la porte à des promesses, à de nouvelles réalisations, à un nouveau dialogue ».

François Théorêt, du CEPSUM, est venu ensuite nous dire que le privé en santé se veut complémentaire au public, et a comme objectif de préserver le financement public. Il a lié tarification et performance, dans une livraison plurielle (public, privé, communautaire, OSBL).

Il fut le premier, ce matin-là, à dire la fameuse phrase que nous entendrons à plusieurs reprises : « Les Québécois sont prêts au changement! » Deux sondages l'ont démontré, selon lui : surtout celui de 2014 où 80% des répondant.e.s étaient favorables, dont 75% jugeaient justifiée la participation du privé. Il a souhaité la création de valeur pour les entreprises et les établissements de santé, mais surtout, pour la population, pour les patients, pour les clients!...

Puis ce fut au tour de Luc Lepage, le président du comité santé de la FCCQ, qui a bien fait rire l'assistance en disant que « lorsqu'on est dans le secteur public, on regarde le secteur privé comme *le côté obscur de la Force*, mais depuis que je suis passé du *côté obscur*, je peux vous dire que je n'ai jamais vu aussi clair! »

Il fut suivi de Pierre Lafleur, un sous-ministre dont M. Lepage nous a dit qu'il était l'architecte de la transformation du réseau public de santé.

M. Lafleur a refait une présentation qu'il avait déjà faite aux gestionnaires publics. Son exposé visait à convaincre que les fusions de la loi 10 allaient régler tous les problèmes du réseau : l'accès aux services, leur uniformisation, la réduction de la bureaucratie, l'optimisation à poursuivre.

À ce sujet, il nous a expliqué que pour certains petits établissements « quand on leur demandait, année après année, de faire de l'optimisation, surtout au niveau des cadres, à un moment donné il n'en restait plus que quatre, c'était assez limité, à moins de ne laisser qu'un seul DG. » Il devenait donc impossible de continuer d'optimiser sans fusionner!

De plus, en fusionnant tous les établissements sous un seul chapeau, la personne peut ainsi trouver tous les services dans un seul établissement. Par exemple, en Chaudière-Appalaches, il y avait 9 établissements distincts plus l'Agence, ce qui signifie 9 C.A., 9 directions générales, 9 équipes de directions,... Alors que maintenant, il n'y a qu'un seul établissement, un seul DG, un seul C.A... Un peu plus et il nous disait que maintenant la personne qui entre dans l'établissement n'a qu'à suivre les trajets de couleur tracés par terre pour trouver tous les services et soins, réguliers, aigus ou spécialisés, que son cas particulier peut requérir.

Le raisonnement qu'il tenait, les explications qu'il donnait, et le graphique qui les accompagnait étaient d'un simplisme décourageant. Mais ça ne semblait pas déranger l'assistance qui salivait sans doute bien plus face aux occasions d'affaires que cela dégageait.

Une remarque intéressante : il a dit que le processus conduisant à l'adoption de la loi 10 avait été très rapide : la première note du conseil des ministres était datée du 14 juillet 2014, l'écriture du projet de loi s'était faite de juillet à septembre, il avait été déposé le 25 septembre pour être finalement adopté le 7 février et mis en place le 1^{er} avril. Et il a confié que c'est grâce à cette rapidité et cette vitesse de croisière que le changement avait pu se faire, sinon ça aurait été plus difficile.

En résumé, il nous a dit que l'ensemble de la transformation du réseau comportait trois éléments : la loi 10 qui fusionne les établissements, la loi 20 qui concerne les services médicaux, et le financement à l'activité, appelé aussi parfois le financement axé sur le patient, qui est à articuler. Il a ajouté que ces composantes vont obliger la réécriture de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS).

Vers la fin de son exposé, il a repris la blague « Vous qui êtes majoritairement du côté sombre de l'univers... », mais ça n'a pas fait rire l'assistance. Il semble qu'il y a des blagues que peut faire un représentant des chambres de commerce à ses commettants que ne peut faire un sous-ministre...

Les autres présentations ont toutes cherché à convaincre les deux composantes publique et privée de l'assistance, mais de choses différentes.

Jacques Nantel, professeur aux HÉC, a voulu persuader les gestionnaires publics que "la population est prête à ça" (le privé). Il leur a montré que depuis 1981, les dépenses privées en santé ont augmenté sensiblement, mais il a passé sous silence que ce n'était pas un choix. Il n'a pas parlé de la désassurance de certains soins et services, ni du déficit zéro de Lucien Bouchard et de la fermeture de SEPT hôpitaux, ni du virage ambulatoire et

de la mise à la retraite de 18 000 employées et employés des soins et services, ce qui a causé les listes d'attente.

Tout cela a forcé la population à recourir au privé, et le gouvernement actuel poursuit dans la même veine avec son austérité et ses coupes de budget.

Quant à Marie-Hélène Jobin et sa recherche-action, elle s'adressait surtout aux entrepreneur.e.s pour leur expliquer que les occasions d'affaires existent bel et bien, qu'elles sont multiples, qu'il y a des exemples de réussites (Villa Médica, Groupe santé Arbec, SigmaSanté). À un moment, elle a fait un lien très clair entre tarification et financement à l'activité.

Mais surtout, elle leur a expliqué quoi faire pour soumissionner et être considéré comme partenaire sérieux, par exemple par l'utilisation du même langage. Je n'ai pu m'empêcher de penser aux mots « client et clientèle » utilisés maintenant couramment par les intervenant.e.s du réseau, des mots qui proviennent de leur formation reçue dans les écoles et universités, des mots qui réfèrent au marché.

A suivi un panel composé d'Anne Beauchamp, DG de Villa Médica, de Paul Arbec du Groupe Santé Arbec, de Daniel Castonguay, PDG du CISSS de Lanaudière, et de François Lemoyne, DG de SigmaSanté.

De ce panel, j'ai surtout retenu ce que M. Lemoyne a répété à plusieurs reprises : on doit faire attention, la commission Charbonneau, le club des p'tits-z-amis, il faut sortir de ça! On doit être transparent.

C'est ça qui m'a amené à aller au micro pendant la période de questions qui a suivi.

Une intervenante a fait remarquer que plus de privé dans le secteur public n'est pas synonyme de meilleurs coûts, au contraire. D'ailleurs, l'OCDE l'avait indiqué dans un récent rapport où elle mettait en garde les décideurs par rapport aux coûts plus élevés du privé, jusqu'à 30%, et de la collusion qui en découlait.

Une autre a fait remarquer qu'il était difficile de concilier utilisation du privé avec des finances publiques saines, quand on pense aux PPP du CUSM, les scandales, les pots-de-vin, etc.

Quand ce fut mon tour, j'ai expliqué avoir apprécié les présentations faites, que j'avais compris qu'avec la réduction de 182 établissements à 33, les DG actuels avaient des rôles plus importants, renforcés, qu'ils étaient maintenant des titulaires de charges publiques (ce que le PDG du CISSS à l'avant a approuvé de la tête)... J'ai ajouté que j'avais lu quelque part que la loi 10 avait ramené les nouveaux établissements SSS sous la gouverne de la loi sur le lobbyisme... Aussi, tenant compte de ce que M. SigmaSanté avait dit, qu'il fallait être transparent, le club des p'tits-z-amis, etc., j'ai demandé si l'événement était couvert pas la loi sur le lobbyisme, ou si ça la contournait?...

Il y a eu un brouhaha dans l'assistance. Réal Jacob, qui animait la rencontre, a expliqué que « non, non, c'était un exercice académique et universitaire, et que les gens étaient venus entendre les résultats de la recherche-étude... »

Mais au moment où il voulut passer à un autre appel, j'ai ajouté, de la salle : le lunch-réseautage qui a lieu après, lui, est-il couvert? « Non, non, a-t-il répondu, c'est pour apprendre à se connaître mutuellement! »

J'avoue que je ne suis pas resté pour le lunch réseautage, tel qu'annoncé à l'ordre du jour.

Mais parions qu'il n'a pas été question que des enfants, de la famille et d'hypothèque.

Peut-être de mariage?...

Jacques Benoit,
Coordonnateur.

N.B. Une pétition a été mise en ligne pour appuyer la campagne
« LE REMÈDE AUX COUPURES ». Vous la trouverez sous
www.change.org/remedeauxcoupures .



Invitation

Conférence de la Coalition Solidarité Santé
Pour les organismes communautaires du SLSJ

**Banque mondiale, austérité et marchandisation
du système public (Le plan caché)**

Saguenay	Lac-St-Jean
Mardi 9 février à 14h00 Salle Marguerite-Tellier Centre des Arts et Culture 200, rue de l'Hôtel-de-Ville Chicoutimi	Mercredi 10 février à 13h00 Centre communautaire de Chambord 72, Boul. De la Montagne Chambord

Vous devez vous inscrire par internet, en cliquant sur le lien suivant:
https://docs.google.com/forms/d/1DUSHBi6HQyZV_8Cei7OwyAcIX8Gt91CyMd3nQYzGzw/viewform?edit_requested=true

Coût: 10\$ / personne

Payable par chèque à la CDC du Roc (508 rue St-Augustin, Chicoutimi, G7J 2J9)
La réception de votre paiement confirme votre inscription. Si vous ne pouvez payer par chèque ou à l'avance, communiquer avec la CDC de votre territoire.

Organisée par les CDC du Saguenay-Lac-St-Jean



**Banque mondiale - Austérité
Privatisation du système
de santé et de services sociaux
(Plan caché)**

Une conférence de M. Jacques Benoit, coordonnateur de la Coalition Solidarité Santé



COMMISSION
DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Jacques Benoit
COORDONNATEUR
COALITION SOLIDARITÉ SANTÉ

Au Restaurant Stratos, le mercredi 10 février, à 19h

CDC
du Haut St-Maurice

Une invitation de la
Corporation de développement communautaire
du Haut St-Maurice (CDCHSM)

Places limitées, réservez au plus tôt : 819-523-6377 (laisser un message) • cdchsm@littc.ca

NOTE :

La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "*L'État dans un monde en mutation*". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :

Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)

LES RELATIONS DE TRAVAIL SE DÉTÉRIORENT - Depuis la fusion des centres de santé et services sociaux (CSSS) de la région qui ont été regroupés, en avril dernier, en un Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, les syndicats soutiennent que les relations de travail se sont grandement détériorées...

LA DIRECTION VEUT MAINTENIR LE LIEN DE CONFIANCE - Le président-directeur général du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, Jean-François Foisy, affirme que son équipe est ouverte à la discussion avec les syndicats...

NOMINATION CONTROVERSÉE DANS UN CIUSSS - La nomination au nouveau conseil d'administration du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du nord de Montréal d'une propriétaire de garderie autrefois liée au Parti libéral est dénoncée par l'opposition...

LE PQ DÉNONCE LE LIEN ENTRE UNE ADMINISTRATRICE ET LE PARTI LIBÉRAL - La nomination au nouveau conseil d'administration du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du nord de Montréal d'une propriétaire de garderie autrefois liée au Parti libéral est dénoncée par l'opposition...

RÉAMÉNAGEMENT D'UN CENTRE D'HÉBERGEMENT: DES AÎNÉS IRONT À L'HÔPITAL DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES - Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, était de passage ce matin à Montréal pour annoncer le lancement des travaux d'agrandissement du Centre d'hébergement de Cartierville. Un total de 180 chambres seront rénovées et agrandies au coût de 16,8 millions. «En gros, nous prendrons trois chambres pour en faire deux», explique le président du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Nord de Montréal, le Dr Pierre Gfeller...

LE DÉPUTÉ DE MATANE-MATAPÉDIA S'INTERROGE SUR L'OFFRE DE SANTÉ DANS LA MITIS - Disant s'interroger sur le déploiement de l'offre de santé dans La Mitis, le député de Matane-Matapédia entend y mener une vaste consultation au cours des prochains mois pour connaître le taux de satisfaction de la population...

TARIFICATION :

Désassurance :

RÉVISER LE PANIER DE SERVICES POUR MIEUX DÉMANTELER NOTRE RÉSEAU PUBLIC - Dans les derniers mois, plusieurs interventions du gouvernement Couillard laissent entendre qu'il veut réviser le panier de services qui sera couvert par le système public de santé et de services sociaux. Un tel enjeu préoccupe particulièrement la FSSS-CSN...

Loi 20 :

SACRÉ-COEUR: LA CLINIQUE DE LA DOULEUR FERME SES PORTES À CAUSE D'UNE PÉNURIE DE MÉDECINS - Incapable de recruter des médecins, la clinique de la douleur de l'Hôpital du Sacré-Cœur fermera ses portes à la fin du mois. Résultat: des centaines de patients sont renvoyés vers leur médecin de famille...

DES CIBLES À GÉOMÉTRIE VARIABLE: LES MÉDECINS SPÉCIALISTES SE SONT NÉGOCIÉ UNE CLAUSE POUR ABAISSER LE NOMBRE DE PATIENTS PRIS EN CHARGE - Les médecins spécialistes acceptent de voir plus de patients plus rapidement, mais ils se sont négocié une clause échappatoire qui leur permet de baisser leurs cibles en cours de route sans pénalités, avec des primes en sus, découvre-t-on dans les détails de l'entente dont Le Devoir a pris connaissance...

LES EFFETS SECONDAIRES DE L'AMERTUME MÉDICALE - J'ai lu avec beaucoup d'intérêt une lettre d'opinion rédigée par un médecin saskatchewanais, le Dr Dennis Kendel. Il a pris la plume pour mettre en garde les médecins canadiens contre « les effets à long terme de l'amertume ». Une maladie peu connue ? Non, il explique pourquoi l'hostilité des médecins envers l'État peut avoir de fâcheuses conséquences lorsqu'elle devient plus pathologique que raisonnée...

Financement à l'activité :

RÉFORME DE LA SANTÉ : LE MINISTRE BARRETTE VEUT UNIFORMISER LE COÛT DES TRAITEMENTS - Après les fusions et la rémunération des médecins, le ministre de la Santé du Québec Gaétan Barrette veut transformer le mode de financement des établissements du réseau.

QUÉBEC LANCE UNE RÉFORME DU FINANCEMENT DU RÉSEAU DE LA SANTÉ - Le gouvernement du Québec a annoncé mercredi son intention de procéder de gré à gré pour l'octroi d'un contrat de 64,5 millions \$ qui doit permettre une réforme du financement des établissements du réseau de la santé...

BARRETTE VEUT ÉTABLIR LE JUSTE COÛT EN SANTÉ POUR ÉPARGNER - Québec entamera une réforme du mode de financement des établissements du réseau de la santé qui pourrait, selon le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, permettre au gouvernement d'économiser des dizaines, voire des centaines de millions de dollars...

UN CONTRAT DE 64,5 M\$ POUR RÉFORMER LE FINANCEMENT DU RÉSEAU DE LA SANTÉ - Le gouvernement du Québec a annoncé mercredi son intention de procéder de gré à gré pour l'octroi d'un contrat de 64,5 millions \$ qui doit permettre une réforme du financement des établissements du réseau de la santé...

BARRETTE MOBILISE 64 MILLIONS POUR INAUGURER LA «CONCURRENCE» EN SANTÉ - Québec devra déboursier 64,5 millions pour mettre en branle la troisième étape de la réforme du réseau de la santé, qui s'étalera sur trois ans. Avec le financement à l'activité, le ministre Gaétan Barrette entend « introduire de la concurrence à l'intérieur du réseau public »...

FINANCEMENT À L'ACTIVITÉ: UN PAS DE PLUS VERS LE PRIVÉ, JUGE KHADIR - Le député Amir Khadir dénonce la «contre-réforme» du mode de financement des établissements du réseau de la santé mise de l'avant par le gouvernement Couillard, un rouage de plus à la privatisation des soins, selon lui...

LE CONTRAT DE 64 MILLIONS EST UNE FORME DE COLLUSION, SELON KHADIR - L'attribution sans appel d'offres par le gouvernement d'un contrat de plus de 64 millions dans le domaine de la santé constitue un geste « ahurissant » qui ne « sent pas bon », selon Québec solidaire...

LA TROISIÈME RÉVOLUTION BARRETTE EST EN MARCHÉ - «Financement à l'activité», ça vous dit quelque chose? Un peu abstrait comme expression, non? Or, c'est le temps de s'informer, parce que ce «financement à l'activité» (FAA) annoncé le 3 février, c'est la troisième révolution imposée au système de santé par notre hyperactif ministre de la Santé, Gaétan Barrette...

TROISIÈME VOLET DE LA RÉFORME BARRETTE DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX - LA CSN CRAINT UNE ACCENTUATION DE LA PRIVATISATION - C'est aujourd'hui que le ministre Barrette doit annoncer le troisième volet de sa réforme du système de santé et de services sociaux. L'intention du ministre, cette fois-ci, consiste à revoir de fond en comble le mode de financement actuel du réseau hospitalier, pour un financement par activité (FPA). La CSN redoute que cette nouvelle réforme soit une pièce de plus dans la volonté libérale de privatiser notre système public de santé et de services sociaux...

DÉRÈGLEMENTATION :

Libre-échange :

PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE: LA CSN ET LA CSQ EXHORTENT LE GOUVERNEMENT À RÉFLÉCHIR - Les présidents de deux des principales centrales syndicales du Québec ont remis en question la signature du Partenariat transpacifique (PTP) dans deux textes distincts, mardi...

DÉFAUT (MANQUE) DE RESSOURCES :

CUSM: DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES ENTRAÎNENT DES COUPES DE 1000 À 1500 CHIRURGIES - LE MANQUE DE FINANCEMENT ENTRAÎNERA UNE BAISSÉ DES CHIRURGIES RÉALISÉES AU CUSM - Jusqu'à 1500 opérations par année ne pourront plus être réalisées dans les hôpitaux du CUSM en raison de compressions budgétaires, a appris Le Journal...

AUTOPSIE D'UN SYSTÈME MAL EN POINT - Que se passe-t-il dans notre système de santé? Les aberrations et les iniquités s'y multiplient. Les compressions à géométrie variable le fragilisent encore plus...

INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL: UN LIT SUR TROIS EN MOINS À L'UNITÉ DE SANTÉ PHYSIQUE - Aux prises avec des « défis financiers » importants, l'Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal vient de fermer un lit sur trois à l'unité de santé physique, qui traite principalement des personnes âgées trop fragiles à leur sortie de l'hôpital pour rentrer à la maison. Pourtant, ces lits étaient toujours pleins, confirme la direction, qui répète malgré tout que cela ne nuira pas à l'accès aux soins...

LA MAISON DE MICHAEL - «L'argent passe avant l'humanité? Je peux pas croire que notre société est rendue là.» – Carole Snape, qui accueille trois personnes lourdement handicapées dans sa résidence des Laurentides, dont Michael Laudansky, un homme lourdement handicapé aujourd'hui âgé de 50 ans, qui y a notamment appris à cesser de s'automutiler. Depuis janvier, Mme Snape a vu sa rétribution diminuer de 7000 \$ par mois et craint de devoir fermer ses portes...

SANTÉ MENTALE: DES RÉSIDENTS DÉCOTÉS POUR ÉPARGNER? LES MAISONS D'HÉBERGEMENT OBSERVENT UNE TENDANCE À RÉÉVALUER À LA BAISSÉ LE NIVEAU DE SOINS REQUIS - Les petites maisons qui hébergent des personnes ayant une déficience intellectuelle observent une tendance inquiétante : les établissements de santé révisent de plus en plus à la baisse l'évaluation des besoins de leurs usagers, sans raison apparente, diminuant du même coup les budgets qui leur sont attribués...

GARDERIES: LES COUPES DE 120 MILLIONS DEMENTENT, DIT PROULX - Le gouvernement Couillard maintient les compressions de 120 millions de dollars dans les centres de la petite enfance et les garderies privées subventionnées pour l'an prochain, affirme le nouveau ministre de la Famille, Sébastien Proulx. Selon lui, les ententes de principe conclues avec un groupe de CPE et les deux associations de garderies privées ne changent rien aux « objectifs financiers » du gouvernement...

GARDERIES: QUÉBEC RÉDUIRA LES SUBVENTIONS POUR LES ENFANTS DE 4 ANS - Québec réduira les subventions qu'il verse aux CPE et aux garderies privées pour les enfants de 4 ans, a appris La Presse. C'est l'une des principales compressions qui totaliseront 120 millions de dollars en 2016-2017...

PRIVATISATION :

COLLOQUE AUX HEC : COMMENT FAVORISER LA SOUS-TRAITANCE ET LA PRIVATISATION DU SYSTÈME PUBLIC DE SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ - La Coalition Solidarité Santé dénonce le colloque « Santé au pluriel » de HEC Montréal comme étant une entreprise pour favoriser la sous-traitance et la privatisation du réseau public québécois de services sociaux et de santé. Alors que les nouveaux établissements CISSS et CIUSSS peinent à boucler leur budget et coupent leurs services, les directions de ces établissements se sont fait dire ce matin par des entreprises privées et même par un sous-ministre de la Santé que la solution à leurs problèmes se trouve dans la sous-traitance et la privatisation des soins et services...

COLLOQUE FAISANT LA PROMOTION DU PRIVÉ EN SANTÉ AVEC DES ADMINISTRATEURS DU RÉSEAU - VERS UNE PRIVATISATION OUVERTE DU RÉSEAU DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX? - La Confédération des syndicats nationaux (CSN) se désolé que des administrateurs du réseau de santé et de services sociaux participent aujourd'hui à un colloque faisant la promotion du privé. Pour la CSN, tous les efforts doivent être mis à assurer la pérennité du réseau public et non pas à développer des occasions d'affaire pour le privé...

«SANTÉ AU PLURIEL: CONJUGUER PUBLIC ET PRIVÉ»: UN COLLOQUE CHOQUE LES SYNDICATS - Des syndiqués ont manifesté hier midi devant HEC Montréal pour protester contre la tenue d'un colloque ayant pour thème « Santé au pluriel : conjuguer public et privé ». Réunissant des dizaines d'administrateurs du réseau de la santé québécois ainsi que des dirigeants d'entreprises privées, le colloque voulait entre autres établir un dialogue entre ces intervenants...

Les vraies affaires :

LE PALMARÈS DE LA DÉCONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE - À la lumière des décisions prises par le gouvernement Couillard au cours des derniers mois, on peut se demander si le Québec n'est pas en train de faire les frais de l'expérimentation de ce que certains appellent « la quatrième révolution néolibérale ». Cette expression est la traduction de l'essai intitulé Fourth Revolution publié par deux dirigeants de la revue The Economist en 2014 et dont le premier ministre Couillard s'inspire ouvertement. Porteuse d'une vision univoque de la démocratie digne d'un siècle passé, celle-ci tend à ne légitimer que la démocratie représentative et à faire fi de l'engagement de la société civile dans le développement social du Québec...

Résistance et riposte :

LE ROCL ENVOIE UNE MISE EN DEMEURE À PHILIPPE COUILLARD - Monsieur Philippe Couillard, Depuis le 4 avril 2014, le gouvernement a pris des décisions qui ne respectent pas les valeurs de notre société, notamment, la démocratie, la solidarité et le partage de la richesse. Les orientations concernant le repositionnement de l'État et la course au déficit zéro par l'instauration de mesures d'austérité n'ont jamais fait l'objet de réels débats publics et pourtant, ces mesures affectent le bien commun, détournent les fonds publics et appauvrissent les personnes. En effet, vos choix politiques détériorent les conditions de vie des populations déjà vulnérables et exclues, dont un grand nombre de femmes et d'enfants par :...

COUPES EN SANTÉ: DES SYNDIQUÉS DÉNONCENT L'AUSTÉRITÉ - Une trentaine de syndiqués membres du Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ-CSQ) ont bravé la tempête, mercredi matin, devant l'hôpital de Jonquière. Ils ont protesté contre les mesures d'austérité supplémentaires que souhaiterait implanter le gouvernement de Philippe Couillard dans le secteur de la santé.

MANIFESTATION CONTRE LE GOUVERNEMENT COUILLARD À L'HÔPITAL DE JONQUIÈRE - Une trentaine d'infirmières et de travailleurs de la santé ont manifesté bruyamment, mercredi matin, devant l'hôpital de Jonquière.

TOUT ET SON CONTRAIRE - Au téléjournal de Radio-Canada, le 20 janvier dernier, un reportage nous apprenait que le budget des services à domicile (SAD) avait été comprimé dans une proportion de 9 % dans la région de Montréal au cours des derniers mois. Le journaliste précisait en outre que la diminution des services toucherait principalement l'accès à l'aide à domicile, c'est-à-dire l'aide aux soins d'assistance personnelle (ex. : soins d'hygiène) et aux activités domestiques (ex. : entretien ménager).

QUI VEUT DE CE QUÉBEC-LÀ? - M. Gérard Bouchard se demandait dans La Presse du 14 décembre 2015: «Où va le Québec?» Mais, la vraie question est plutôt celle-ci: La société québécoise actuelle ne serait-elle pas exactement celle que collectivement nous voulons?...

COUP DE GUEULE: LA MOITIÉ GAUCHE - « Dans la vie, je surjoue », admet Paul Ahmarani, tête d'affiche du Joueur de Dostoïevski au Prospero, dans une mise en scène et une adaptation de Gregory Hlady. Cet artiste engagé, aussi progressiste que son personnage de La moitié gauche du frigo de Philippe Falardeau, en a long à dire sur les compressions de 120 millions annoncées par le gouvernement libéral dans les CPE...

"L'ÉDUCATION, QUELLE IMPORTANCE?" PAR WILFRIED CORDEAU - Selon le gouvernement Couillard, l'éducation est une priorité. C'est du moins ce que le Premier ministre affirmait dans son discours inaugural le 21 mai 2014[1], après avoir déballé l'ensemble de son plan économique. Son prédécesseur, Jean Charest pensait aussi faire de l'éducation une priorité alors qu'il adoptait le projet de loi no 78[2] en 2012, afin de forcer le retour en classe des étudiant-e-s en grève, au nom du droit à l'éducation ; mais c'est une autre histoire (ou presque). Oui, l'éducation est une priorité des gouvernements libéraux. Mais lorsqu'on parle d'éducation, on fait référence à quelle conception? Et pour qui? Sous quelles conditions?...

Environnement :

QUÉBEC RACHÈTE DES ACTIFS DE CLIFFS RESOURCES AU COÛT DE 68 MILLIONS - Le gouvernement du Québec devrait injecter jusqu'à 68 millions de dollars afin de racheter des actifs de la minière en faillite Cliffs Natural Resources, à Sept-Îles. La Cour supérieure a en effet accepté l'offre de Québec lundi. Le gouvernement injecte donc de nouveau des millions de dollars pour tenter de relancer le Plan Nord libéral...

TROIS JOURS SANS EAU, ET C'EST LA MORT - L'humain peut vivre plusieurs semaines sans manger, mais ne peut pas vivre plus de trois jours sans eau. En matière de sécurité civile, une faille dans l'approvisionnement d'une communauté urbaine majeure en eau potable est un enjeu jugé comme critique. C'est une priorité absolue!...

Santé publique :

10 % DES CANADIENS POURRAIENT ÊTRE EXPOSÉS AU PLOMB DANS L'EAU - Environ 10 % des Canadiens risquent d'être exposés au plomb contenu dans l'eau du robinet, estiment des experts en toxicité de l'eau. Une étude financée par le Réseau canadien de l'eau (RCE) indique que les conduites de branchement reliant environ 60 000 foyers au réseau d'aqueduc de grandes villes contiennent encore du plomb, une substance très dangereuse pour l'humain, en toute quantité...

Conditions de vie et de santé :

SACRÉ TRAVAIL - Le gouvernement Couillard croyait faire d'une pierre deux coups avec son projet de réforme de l'aide sociale : faire économiser de l'argent au trésor québécois tout en renvoyant des gens sur le marché du travail. La belle astuce! Sauf que des solutions qui paraissent toutes simples peuvent s'avérer simplistes, comme l'ont rappelé les nombreux groupes qui ont témoigné en commission parlementaire la semaine dernière...

REVENU MINIMUM GARANTI POUR TOUS: PHILIPPE COUILLARD A CONFIE AU MINISTRE FRANÇOIS BLAIS LE MANDAT D'INSTAURER CETTE PRESTATION UNIVERSELLE - À mi-mandat, Philippe Couillard relance son gouvernement avec deux projets majeurs: la création d'un ministère de l'Intérieur et l'instauration d'un revenu minimum garanti...

COUILLARD «SÉRIEUX» SUR LE REVENU MINIMUM GARANTI - «Ce n'est pas une ballonne que l'on lance, là.» Le premier ministre Philippe Couillard envisage sérieusement l'implantation d'un système de revenu garanti au Québec...

GARE AU CHEVAL DE TROIE - Lors de son remaniement ministériel récent, le premier ministre Philippe Couillard a créé une certaine surprise en mandatant son nouveau ministre de l'Emploi, François Blais, à implanter un revenu minimum garanti (RMG) au Québec. Cette idée est dans l'air du temps : la Finlande a annoncé à la fin 2015 l'instauration graduelle d'un RMG dès l'an prochain...

HAUSSE DES PRIX DES ALIMENTS: LES BANQUES ALIMENTAIRES CRAIGNENT LE PIRE - Les banques alimentaires canadiennes espèrent que le contrecoup qu'elles ont subi à la suite de la hausse des prix des aliments ne fera pas bouler de neige pour se transformer en véritable crise...

UN SI DOUX POISON - En 2014, la réalisatrice américaine Stephanie Soechtig (Tapped) sonnait l'alarme sur la santé des Américains à l'aide de son documentaire-choc, dans lequel elle dénonçait les mensonges de l'industrie agroalimentaire à propos du sucre. Narré par la journaliste Katie Couric, ayant parmi ses nombreux intervenants Oprah Winfrey et Bill Clinton, Ras-le-bol (Fed Up) démontrait comment le sucre, omniprésent dans la nourriture transformée depuis 40 ans, était devenu la principale cause de l'obésité, du diabète de type 2 et des maladies cardiovasculaires chez les jeunes Américains. À la fin du film, on invitait les gens à prendre part à l'action afin de stopper ce fléau se répandant à travers le monde...

Femmes :

MÉMOIRE DE L'R DÉPOSÉ DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION ÉGALITÉ...

AU MOINS 200 MILLIONS DE FEMMES EXCISÉES, ESTIME L'UNICEF - Au moins 200 millions de filles et de femmes résidant dans 30 différents pays auraient été excisées, selon un nouveau rapport statistique publié, jeudi, par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), la moitié d'entre elles vivant en Égypte, en Éthiopie et en Indonésie...

Organisation des soins et services :

NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ AUX SOINS INTENSIFS - Manipulation des données (par le Dr Barrette aussi), corruption, faillite éthique, capture réglementaire, précipice fiscal. Les compliments sortent dru et décoiffent. « Nous avons confié la banque aux bandits ! », conclut le Dr Fernand Turcotte en faisant allusion aux compagnies pharmaceutiques, administrateurs et autres marchands du temple qui ont pris le contrôle du système de santé dans l'ensemble des pays riches...

LES INFIRMIÈRES DEMANDENT UNE RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ - L'Ordre des infirmières du Québec (OIIQ) appelle à une grande réforme du système de santé, qui commencerait par la création d'un organisme permanent et indépendant chargé de procéder à la révision des services offerts aux patients...

UNE VISION PATERNALISTE - J'ai été profondément choquée par les propos du Dr Louis Godin, de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), qui a affirmé que la place des infirmières est auprès des médecins dans les établissements de santé du Québec...

EMBAUCHES D'INFIRMIÈRES: DES CRITÈRES DÉNONCÉS - Des étudiantes qui terminent leur cours collégial en soins infirmiers dénoncent des critères d'embauche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)...

RÉFORME EN SANTÉ: «IMPROVISATION ET MANQUE DE COORDINATION» - Se faisant les porte-parole de la vingtaine d'intervenants en santé et services sociaux rencontrés plus tôt, les députés Diane Lamarre et François Gendron ont évoqué lundi «l'improvisation et le manque de coordination», qui découleraient des réformes mises de l'avant par le ministre Gaétan Barrette...

TEMPS D'ATTENTE POUR LES CHIRURGIES: QUÉBEC A RATÉ SES CIBLES, DÉNONCE LA CAQ - Le Coalition avenir Québec (CAQ) reproche au ministre de la Santé, Gaétan Barrette, d'avoir raté sa cible de réduction des délais d'attente pour une chirurgie...

HÔPITAL DE BAIE-SAINT-PAUL: LE CHANTIER PROGRESSE - Le futur hôpital de Baie-Saint-Paul prend forme à vue d'œil, alors qu'une cinquantaine de travailleurs s'affairent quotidiennement aux travaux. Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale a organisé mardi une deuxième visite du chantier de l'hôpital de Baie-Saint-Paul, dix mois après le coup d'envoi officiel de la construction...

MINI-URGENCE, GRANDS SUCCÈS - Une dizaine de consultations sur la rive ontarienne sont évitées chaque jour depuis l'ouverture de la mini-urgence pédiatrique de Gatineau, en mai dernier...

LA BALLE EST DANS LE CAMP DE BARRETTE - Le succès de l'urgence pédiatrique de Gatineau vient mettre de la pression sur le ministre de la Santé, Gaétan Barrette. Son ouverture, en mai dernier, a convaincu bien des parents québécois de faire soigner leurs enfants à Gatineau, plutôt que de traverser en Ontario...

PLUS DE 14 HEURES D'ATTENTE À L'URGENCE - À la suite de la recommandation alarmante de l'infirmière de la pharmacie au sujet d'un ulcère au tibia, ma conjointe et moi nous sommes rendus à l'urgence de l'Hôpital Pierre-Boucher, où j'ai déjà été hospitalisé deux fois...

Communautaire :

LE MINISTRE BARRETTE ACCUEILLI PAR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES - Des représentants des organismes communautaires de la Montérégie, réclamant un meilleur financement, ont interpellé le ministre Gaétan Barrette lors du Cocktail de la nouvelle année de l'Association libérale de La Pinière, hier soir...

Médicaments :

UN RÉGIME D'ASSURANCE MÉDICAMENTS PUBLIC? - La Coalition Solidarité Santé a lancé en décembre dernier, une campagne citoyenne pour l'adoption d'une assurance médicaments 100% publique ayant pour thème : «Le remède aux coupures, ça existe!». Pourquoi une telle campagne?...

PRIX DES MÉDICAMENTS : LES STRATAGÈMES DE VALEANT ET TURING DÉVOILÉS - Des élus américains ont dévoilé mardi des extraits tirés de milliers de documents qui détaillent comment deux sociétés pharmaceutiques ont augmenté les prix de certains médicaments qui peuvent sauver des vies, une pratique qui a suscité l'indignation du grand public...

Fiscalité, évitement / évasion fiscale, paradis fiscaux :

LA RÉPLIQUE > PARADIS FISCAUX: LES «CHICAGO BOYS» ENCORE EN MISSION - Rarement aura-t-on vu exposé, en si peu de mots, la superbe arrogance de la vulgate néolibérale des « Chicago Boys », disciples de Milton Friedman. Dans son texte PKP et les enfers fiscaux (Le Devoir, 28 janvier), M. Pierre Simard, professeur à l'ENAP, en parfait missionnaire du néolibéralisme, nous explique pourquoi il est normal que l'argent des riches fuie dans les paradis fiscaux. Ici, dans nos « enfers fiscaux », soutient-il, l'argent des riches leur est « soutiré » et est gaspillé dans la redistribution sociale, les mauvais investissements de l'État, il sert à des politiciens « pour s'acheter des votes ». Belle conception de l'économie dans un État démocratique !...

International et mondialisation :

PERDRE EN LIBERTÉ SANS GAGNER EN SÉCURITÉ - Alors que la facilité avec laquelle circulent les djihadistes souligne l'insuffisance des moyens mis au service de la justice, le gouvernement répond par un déni de justice supplémentaire, avec la prolongation de l'état d'urgence...

DES INVESTISSEURS CHINOIS ACHÈTENT LA BOURSE DE CHICAGO - La Bourse d'actions de Chicago, le Chicago Stock Exchange, a annoncé vendredi qu'elle avait conclu un accord pour se faire acheter par un groupe d'investisseurs mené par le groupe chinois Chongqing Casin Enterprise Group, pour un montant non précisé...

Aussi :

- **BULLETIN ÉLECTRONIQUE MENSUEL DE L'AQDR (FÉVRIER)**
- **RIOCM : Les annonces de LA SEMAINE DU 4 FÉVRIER**
- **ARTICLES DE L'IRIS POUR LA SEMAINE SE TERMINANT LE 05/02/2016**
- **COLLOQUE SUR L'ÉCONOMIE ALTERNATIVE : «COMMENT SORTIR DU CAPITALISME? VERS L'AUTODÉTERMINATION ÉCONOMIQUE» - UNE RENCONTRE QUÉBÉCOISE À NE PAS MANQUER**
- **INFO-AUSTÉRITÉ CSN:**
- **INVITATION À UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE: 25 février 2016 de 18h30 à 21h30, Centre St-Pierre, Salle Fernand-Daoust (1205) , 1212 rue Panet, Montréal, avec le sociologue Vincent de Gaulejac**

INVITATION À UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE

CONVERGENCE DES RÉSISTANCES
(GESTION PUBLIQUE, ENVIRONNEMENT,
JUSTICE SOCIALE, ÉDUCATION, SANTÉ,
CULTURE.....)

**FACE AUX ATTAQUES GLOBALES
DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES
RÉSISTANCES TRANSVERSALES !**

Intervention de Vincent de Gaulejac
(sociologue clinicien, Université de Paris)
sur l'expérience française de l'Appel
des Appels

25 FÉVRIER 2016, DE 18H30 À 21H30
CENTRE ST PIERRE 1212 PANET

ORGANISÉ PAR LE COLLECTIF DE RÉSISTANCE À LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE



ARRÊTEZ!

**PLUS DE PRIVÉ DANS LES SERVICES ET
LES SOINS N'EST PAS LA SOLUTION!**

ASSURANCE
MÉDICAMENTS
100% PUBLIQUE

LE
REMÈDE AUX
COUPURES

ÇA EXISTE!